

**Point 09** : Programme local de l'habitat 2019-2025 – Bilan de la mise en œuvre des actions engagées en 2021-2022 et évaluation à mi-parcours

**Intervention : Pascale ROBERT (Nantes)**

Madame la présidente, chers collègues,

Nous n'allons pas nous le cacher : malgré notre volonté, le bilan de notre Plan Local de l'Habitat n'est pas bon. Sans reprendre l'ensemble des chiffres, celui des autorisations de construction de logements nous illustre à lui seul la situation, en 2019 il était encore de 6520, en 2022 il est tombé au plus bas avec 3575 logements autorisés.

Ces mauvais chiffres sont d'autant plus inquiétants qu'ils s'inscrivent dans un contexte global tendu qui risque de durer, en raison de la pénurie de matériaux, de la hausse des prix de l'énergie, de la hausse des taux d'intérêts, du manque de personnel dans les métiers du bâtiment et de la raréfaction des terrains à bâtir notamment dans le cadre de l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN) qui ne va pas nous aider.

Comme bon nombre de grandes villes, Nantes métropole connaît un phénomène de précarisation de pans entiers des populations défavorisées. Pour faire face aux situations les plus graves, la Métropole a créé en 2021 un fonds de soutien dédié à la lutte contre le sans-abrisme. Cette enveloppe budgétaire doit nous permettre de mettre à l'abri des familles et des personnes seules. La métropole et ses maires discutent actuellement avec l'État et le département pour résoudre à long terme les problématiques liées aux bidonvilles des populations Roms.

Mais au bout du bout, nous aurons besoin de logements sociaux et très sociaux pour mettre en musique ces politiques.

Pour cela, la construction de logements sociaux doit s'accélérer, car là aussi nous subissons un fort ralentissement. Il faut dire que les capacités financières des organismes HLM sont réduites, du faite des mesures d'économie adoptées au cours du précédent quinquennat, qui amputent toujours les ressources des organismes. On peut se demander où sont les priorités du gouvernement quand la Cour des comptes estime que le coût annuel pour les finances publiques d'un logement bénéficiant de l'avantage Pinel est deux à trois fois supérieur à celui d'un logement social comparable.

Si la métropole nantaise, il faut le rappeler, s'en sortait plutôt bien et dépassait même certaines années ses objectifs, elle subit aujourd'hui un ralentissement plus important que le niveau général de la construction de logements en France. Ce décalage entre nos objectifs et la réalité du terrain n'est pas inéluctable, mais doit rapidement trouver des solutions.

Pour les élus communistes, il faut, financer davantage les logements sociaux et monter encore d'un niveau notre maîtrise foncière. La réduction du nombre de terrains à bâtir nous oblige à davantage reconstruire la ville sur elle-même avec une plus grande exigence. Cette densification passe par une qualité accrue des aménagements et des logements. Ainsi la densification que craignent certains ne doit pas seulement être acceptable, mais agréable voire désirable.

Une agglomération désirable où il fait bon vivre qui s'inscrit pleinement dans la transition écologique... Et oui cela a un coût financier, mais l'inverse a un coût social bien plus élevé.

Notre Métropole doit au plus vite remobiliser l'ensemble des acteurs afin de faire redémarrer notre Plan Local de l'Habitat et construire les logements que beaucoup peinent à trouver.

Je vous remercie de votre attention.